

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 25/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EOLIENNES DE GRANGE NEUVE**

27 quai de la Fontaine  
30900 Nîmes

Références : VAT20240537  
Code AIOT : 0010014053

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement EOLIENNES DE GRANGE NEUVE implanté Lieu dit Perd son boeuf 18120 Lazenay. L'inspection a été annoncée le 02/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EOLIENNES DE GRANGE NEUVE
- Lieu dit Perd son boeuf 18120 Lazenay
- Code AIOT : 0010014053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Grange Neuve est composé de 3 aérogénérateurs Nordex N149, d'une puissance unitaire de 4,5 MW, présentant une hauteur de mât de 105 m maximum et un diamètre de rotor de 149 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 179,9 m maximum et d'un poste de livraison électrique. Le parc est située sur la commune de Lazenay et a été mis en service à partir du 11 juin 2024 et validé après une phase de test le 12 juillet 2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Information de mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Demande d'action corrective	60 jours
12	Contrôle documentaire	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
17	Essais arrêts avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
21	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
22	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	TERRAIN - Voies d'accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	TERRAIN - Conformité balisage navigation aérienne	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
3	TERRAIN - Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	TERRAIN - Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	intérieure des aérogénérateurs		
5	TERRAIN - Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
6	TERRAIN - Emplacement des aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 3	Sans objet
7	TERRAIN - Brûlage à l'air libre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
8	TERRAIN - Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
10	Conformité norme NF EN / IEC 61400	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
11	Conformité mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
13	Conformité risques électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
14	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
15	Protection de l'avifaune et des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 4.2.1	Sans objet
16	Protection de l'avifaune et des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 4.2.2	Sans objet
18	Vérifications électriques avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa	Sans objet
19	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
20	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
23	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
24	Situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
25	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
26	Exercice d'entraînement aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : TERRAIN - Voies d'accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, les travaux de voirie finaux étaient en cours suite à la fin du chantier de construction du parc. En l'état, l'état des voies d'accès permet l'intervention des services d'incendie et de secours.  <b>Conforme</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : TERRAIN - Conformité balisage navigation aérienne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

<b>Constats :</b>  Le balisage diurne est apparu conforme le jour de l'inspection.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : TERRAIN - Panneau et identification mât**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage public
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, les panneaux étaient disposés à l'attendu avec les informations en conformité avec la prescription.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : TERRAIN - Propreté intérieure des aérogénérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'intérieur des aérogénérateurs était conforme aux exigences de la prescription.  <b>Pas d'écart constaté</b>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : TERRAIN - Accès aux aérogénérateurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Accès

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, les aérogénérateurs étaient maintenus fermés à clef.

**Pas d'écart constaté**

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : TERRRAIN - Emplacement des aérogénérateurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative, Emplacement des aérogénérateurs

**Prescription contrôlée :**

Les installations concernées sont situées sur les communes et lieux-dits suivants :

Installation	C o o r d o n n é e s L a m b e r t   R G F   9 3 X	C o o r d o n n é e s L a m b e r t   R G F   9 3 Y	Commune
Aérogénérateur LAZ 8	630604	6667061	Cerbois
Aérogénérateur LAZ 9	629777	6666820	Lazenay
Aérogénérateur LAZ 10	629976	6666439	Lazenay
Poste de livraison (PDL)	630169	6666181	Lazenay

<b>Constats :</b>  Les relevés des coordonnées GPS réalisées le jour de l'inspection sont cohérentes avec les données de l'arrêté préfectoral du 22/12/2020.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : TERRAIN - Brûlage à l'air libre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, aucune trace de brûlage n'a été constatée.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : TERRAIN - Moyens de lutte contre incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  Vu les extincteurs pour les aérogénérateurs E2 et E1 présents en pied de mât.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Information de mise en service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration OREOL



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : [...] - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</p> <p>Les données techniques obligatoires à transmettre de la part du pétitionnaire et de l'exploitant sont : 1. Les données techniques relatives au parc : numéro ICPE, raison sociale, localisation, nom et SIRET de l'exploitant, statut du parc, nombre d'aérogénérateurs et de poste(s) de livraison, date de dépôt du dossier de demande, date de déclaration d'ouverture du chantier de construction, [...] ; 2. Les données techniques relatives à chaque aérogénérateur : constructeur, référence commerciale du modèle, puissance installée, balisage lumineux installé, gabarit, coordonnées géographiques, date de mise en service ; 3. Les données techniques relatives au(x) poste(s) de livraison : coordonnées géographiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat : l'exploitant n'a pas mis à jour les informations relatives à la mise en service de son parc sur la base OREOL.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 10 : Conformité norme NF EN / IEC 61400**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Certification CE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant leur mise en service industrielle. En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de conformité à la norme IEC 61 400-1 pour l'aérogénérateur NORDEX N149 : Design Evaluation Conformity Statement n°014.23.2.03.22.12 du 21 septembre 2021.</p> <p>Le rapport final APAVE C23063810 / C23063810M0001 du 16/02/2024 a conclu sur la conformité des ouvrages de génie civil.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Conformité mise à la terre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à la terre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le rapport APAVE "Examen de l'installation électrique" du 27/05/2024 avec contrôle de mise à la terre concernant les 3 aérogénérateurs et leurs transformateurs.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Contrôle documentaire**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Langue des documents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version</p>

française à compter du 1er juillet 2022.
<b>Constats :</b>  Les rapports de contrôle en lien avec la mise en service du parc (LAZ09_93523 - Commissioning Report Delta4000 Rev.12b, LAZ08_93522 - Erection Report Delta4000 Rev.08, Exhibit_Ia_E0004553035_17_DC01_EN_Operating_Instructions_Delta4000) ne sont pas disponibles en français.  <b>Constat : L'exploitant n'a pas à disposition de l'inspection, les rapports, registres, manuels, consignes dans leur version française</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 13 : Conformité risques électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques. Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; v- pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport APAVE "Examen de l'installation électrique" du 27/05/2024 avec le respect des normes NF C 13-100 et 13-200 (HT). En complément, le rapport APAVE vérification initiale électrique 100143462-001-1 du 22/08/2024 a été présenté : pas d'observation avec la norme 15-100  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Étant donné la récente mise en service du parc, aucun contrat n'a encore été arrêté pour réaliser le suivi environnemental - L'exploitant a fixé un enclenchement du suivi au printemps 2025 pour réaliser les sorties sur l'ensemble de la période attendue.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Protection de l'avifaune et des chiroptères**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de l'avifaune et des chiroptères
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En compensation de l'impact engendré sur la zone humide susvisée, l'exploitant justifie de la signature d'une convention entre les propriétaires et exploitants de parcelles voisines de la zone humide concernée visant à convertir une superficie d'au moins 1 820 m<sup>2</sup> de terres agricoles en prairie naturelle humide non drainée avec fauche tardive. La conversion est effective au plus tard à la date de début des travaux de construction de la plateforme de l'éolienne LAZ 9.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>La convention a été passée avec l'exploitant agricole de la parcelle - La zone préservée a été observée à proximité de l'éolienne E2 lors de la visite terrain.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Protection de l'avifaune et des chiroptères**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article 4.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bridage chiroptères</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases d'arrêt des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'au moins un des aérogénérateurs du parc :</p> <p>1/ du 1<sup>er</sup> mai au 15 mai inclus ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de vitesse de vent inférieure à 4 m/s ;</li> <li>- et en cas de température supérieure à 10°C ;</li> <li>- pendant toute la nuit ;</li> <li>- pour toutes les éoliennes.</li> </ul> <p>2/ du 16 mai au 30 juin inclus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de vitesse de vent inférieure à 5 m/s ;</li> <li>- et en cas de température supérieure à 10°C ;</li> <li>- pendant toute la nuit ;</li> <li>- pour toutes les éoliennes.</li> </ul> <p>3/ du 1<sup>er</sup> juillet au 15 août inclus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de vitesse de vent inférieure à 6 m/s ;</li> <li>- et en cas de température supérieure à 12°C ;</li> <li>- pendant toute la nuit ;</li> <li>- pour toutes les éoliennes.</li> </ul> <p>4/ du 16 août au 20 septembre inclus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de vitesse de vent inférieure à 5 m/s ;</li> <li>- et en cas de température supérieure à 12°C ;</li> <li>- pendant toute la nuit ;</li> <li>- pour toutes les éoliennes.</li> </ul> <p>5/ du 21 septembre au 15 octobre inclus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de vitesse de vent inférieure à 6,5 m/s ;</li> <li>- et en cas de température supérieure à 10°C ;</li> <li>- pendant toute la nuit ;</li> </ul>

- pour toutes les éoliennes.
<b>Constats :</b>  Vu le journal de bord machine avec le bridage sur arrêt opérationnel "Bat Alert" dans la nuit du 29 au 30/08/2024 et la nuit du 30 au 31/08/2024 pour des vitesses de vents inférieures à 5 m/s. L'inspection rappelle à l'exploitant que le critère pluie pour une configuration du bridage n'est pas prévu pour le parc éolien de grange neuve. <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Essais arrêts avant mise en service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent : - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
<b>Constats :</b>  Vu le rapport COMMISSIONING REPORT DELTA4000 REV.12B(NEMO 004) du 21/06/2024 concernant les tests de sécurité avant mise en service.  <b>Constat : l'exploitant doit confirmer que ce rapport (rédigé en anglais) comporte bien un test d'arrêt d'urgence sur survitesse</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 18 : Vérifications électriques avant mise en service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>

Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente.
<b>Constats :</b>  Vu le rapport APAVE "Examen de l'installation électrique" du 27/05/2024 et le rapport APAVE vérification initiale électrique 100143462-001-1 du 22/08/2024.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Contrôle des brides et du mât**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle-Brides et mât
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b>  La maintenance à échéance 3 mois a été réalisée fin juillet sur les 3 aérogénérateurs. Vu le rapport du 29/07/2024 présentant le contrôle du serrage des pales sur le hub, la tour et les ancrages. Un contrôle par "taping" est réalisé à 100% tous les ans et une reprise au couple sur un ration 1/10.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Contrôle visuel des pâles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle-Pâles
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>

<p>Le maintenancier réalise les contrôles visuels bi-annuels - contrôle par drone.</p> <p>Le premier contrôle aura lieu d'ici le mois de janvier sachant qu'un premier contrôle a été réalisé lors de la réception du parc les 17 et 26 juillet.</p> <p>Les écarts sont caractérisés et partagés avec l'exploitant.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 21 : Consignes de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situations d'urgence – Consignes et procédures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté dans son plan de prévention, les consignes en cas de fonctionnement anormal.</p> <p>L'exploitant veillera à compléter sa fiche événement climatique pour exclure les situations listées à l'article 22 qui n'ont pas été retenues sur le parc.</p> <p><b>Constat : Concernant les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides), les éléments présentés par l'exploitant ne permettent pas de lister de manière synthétique ces limites.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>



<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 22 : Systèmes Instrumentés de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SIS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a présenté la liste des systèmes instrumentés de sécurité "SIS Nordex N149" avec la fréquence des contrôles associés.</p> <p><b>Constat : Comme attendu à l'article 18-III, la liste des systèmes instrumentés de sécurité doit également préciser la maintenance associée à chaque système de sécurité.</b></p> <p>En complément du point de contrôle précédent, l'exploitant doit s'interroger sur l'exhaustivité des systèmes identifiés en s'assurant que chaque limite de fonctionnement identifiée préalablement dispose d'un système instrumenté de sécurité permettant la mise en sécurité de l'installation.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 23 : Registre de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son</p>

installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  Le journal de bord tient lieu de manuel d'entretien et permet d'identifier les dates des interventions sur chaque aérogénérateurs. Les Comptes-rendus des différents interventions sont archivés sur ce serveur interne. <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 24 : Situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêts d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté dans son plan de prévention qui contient les consignes en cas de fonctionnement anormal avec les temps associés pour prévenir le SDIS ou mettre l'installation en sécurité.  L'exploitant dispose également d'une fiche réflexe VSB "Gestion à distance d'évènement non souhaité" avec appel aux services du SDIS. Des alarmes spécifiques sont paramétrés pour identifier les alarmes critiques nécessitant d'entrer dans leur fiche réflexe.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 25 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le maintenancier Nordex a accès au compte trackdéchets du parc de Grange Neuve et gère les évacuations. Vu un bordereau d'élimination pour des aérosols.</p> <p>A noter que le site utilise un conteneur sur le parc type 'EOLBOX' pendant les phases de maintenance pour regrouper les déchets produits.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 26 : Exercice d'entraînement aux situations d'urgence**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualification du Personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Du fait de la mise en service récente du parc, l'exploitant n'a pas encore réalisé d'exercice d'entraînement.</p> <p>L'exploitant indique qu'un exercice pour tester les fiches réflexes en interne est à venir. Dans l'attente, les exercices réalisés au niveau national conduisent à mettre à jour les fiches sur l'ensemble des parcs du groupe.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>